

## Regards sud-africains sur la Palestine

La guerre de Gaza a suscité indignation et protestations aux quatre coins du monde, du Brésil à l'Indonésie, du Maroc à la France. En Afrique du Sud, la solidarité avec la Palestine s'est exprimée avec une vigueur particulière. Ici, on n'oublie pas l'alliance sans faille qui a uni le régime de l'apartheid et Israël. Aux yeux de nombreux Sud-Africains, la similitude est évidente entre la situation imposée aux Palestiniens et celle vécue naguère par la majorité noire et métisse sous le joug du pouvoir blanc.

Il ressemble au dessin qu'en a croqué le célèbre caricaturiste Zapiro en novembre 2001 : à la tête d'une colonne de juifs évadés, parmi lesquels on peut reconnaître Nadine Gordimer, Prix Nobel de littérature, et Zapiro lui-même... Avec un grand sourire, il s'échappe d'une forteresse estampillée « soutien inconditionnel à Israël ». « Rattrapez-les, rattrapez-les », s'égosillent les geôliers. Le sourire n'a pas changé, la détermination non plus.

Toute sa vie, M. Ronald (« Ronnie ») Kasrils l'a consacrée à soulever des montagnes. Fils d'immigrants juifs venus des pays baltes, né en 1938 en Afrique du Sud, il découvre rapidement le visage du racisme, notamment avec les événements de Sharpeville, quand, le 21 mars 1960, la police tire sur des manifestants noirs désarmés, tuant des dizaines de personnes. Le massacre, prélude à une dérive vers une dictature ouverte, aura un écho international d'autant plus ample que l'année a vu la majorité des pays africains accéder à l'indépendance.

Comment M. Kasrils pourrait-il détourner son regard d'une oppression qui lui rappelle les récits de ses parents sur les pogroms en Europe de l'Est ? Il rejoint le Parti communiste et le Congrès national africain (African National Congress, ANC), puis entame une longue marche de près de trente ans, de la clandestinité à l'exil. Chef du renseignement de l'aile militaire de l'ANC, il assume avec sérénité le qualificatif de « terroriste » qui lui est accolé. « Armé et dangereux (1) », ainsi le présentent les autorités sur une photographie diffusée dans les années 1970 par la télévision. Après son retour au pays en 1990 et la fin de l'apartheid, il occupe plusieurs postes ministériels avant d'abandonner ses responsabilités gouvernementales à la fin de l'année dernière.

Comme militant antiapartheid, comme communiste, comme juif, il est très tôt sensibilisé au drame palestinien. En février 2004, alors ministre, il rend visite à Yasser Arafat, encerclé par l'armée israélienne dans son quartier général de la Mouqata'a, à Ramallah. « Par la fenêtre, Arafat me montre le paysage et me dit : "Ceci n'est rien d'autre qu'un bantoustan (2)." Je rétorque : "Non, aucun bantoustan n'a jamais été bombardé par des avions, pulvérisé par des chars... Au contraire, le gouvernement de Pretoria a injecté des sommes considérables, construit des immeubles administratifs impressionnants, et même autorisé les bantoustans à posséder des lignes aériennes pour les faire reconnaître par la communauté internationale." »

L'onde de choc des événements de Gaza survenus en décembre 2008 et janvier 2009 a rapidement atteint l'Afrique du Sud, suscitant une vaste mobilisation et plusieurs manifestations. Le puissant Congrès des syndicats sud-africains (Congress of South African Trade Unions, Cosatu) — qui avait déjà empêché le débarquement d'un cargo chargé d'armes à destination du gouvernement du Zimbabwe en avril 2008 — a appelé à boycotter les navires israéliens.

« Spontanément, explique M. Adam Habib, vice-président de l'université de Johannesburg, chargé de la recherche et de l'innovation, au niveau populaire, il y a une sympathie pour les Palestiniens parce que, ici, tout le monde comprend le parallèle entre la Palestine et l'Afrique du Sud, entre Gaza et la situation qui existait dans les bantoustans du Transkei et du Ciskei. »

Le gouvernement sud-africain a condamné « sans équivoque et dans les termes les plus vigoureux l'escalade de la violence exercée par Israël avec le lancement d'une invasion terrestre de la bande de Gaza ». Il a invité Israël à cesser ce « massacre » et à retirer « immédiatement et sans conditions » ses troupes. Lors d'une rencontre avec l'ambassadeur d'Israël, des parlementaires ont affirmé que les exactions de son armée faisaient ressembler l'apartheid à « un pique-nique dominical », et le président de la commission des affaires étrangères Job Sithole a comparé le traitement des Palestiniens aux checkpoints à celui qu'on peut infliger à du bétail (3).

### Antisémites mais pro-israéliens

Dans ces conditions, le soutien apporté par les dirigeants des organisations juives à la politique israélienne a soulevé réprobations et critiques, y compris parmi les intellectuels juifs qui s'étaient mobilisés contre l'apartheid (4). « Le défenseur le plus acharné d'Israël durant l'assaut contre Gaza, regrette M. Habib, n'a pas été son ambassadeur, mais le rabbin Warren Goldstein, qui a approuvé sans la moindre réserve les bombardements de Gaza, ce que personne ne pouvait comprendre. »

Quant à la direction des organisations juives, elle a, dans un communiqué, proclamé son « ferme soutien à la décision du gouvernement israélien de lancer une opération militaire contre le Hamas à Gaza ». Elle s'indignera,

quelques jours plus tard, que son propre amalgame entre juifs et Israël ait provoqué des appels antisémites sur Internet pour le boycottage des magasins juifs — appels fermement condamnés par le gouvernement, l'ANC, des intellectuels musulmans et les organisations de soutien au peuple palestinien.

La véhémence des polémiques autour d'un conflit situé à des milliers de kilomètres ne doit pas surprendre. Elle tient aux liens étranges entre les trajectoires de l'Afrique du Sud et d'Israël. Par un hasard de l'histoire, quelques semaines seulement séparent la création de l'Etat d'Israël, en mai 1948, de la victoire aux élections législatives en Afrique du Sud du Parti national. Celui-ci porte à son paroxysme la ségrégation raciale déjà en vigueur en mettant en œuvre la politique dite d'apartheid ou de « développement séparé ». Les dirigeants du Parti national, marqués par l'antisémitisme, et qui n'avaient pas caché leurs sympathies pour le nazisme durant la seconde guerre mondiale, vont pourtant établir une relation de plus en plus étroite avec l'Etat d'Israël.

L'universitaire israélien Benjamin Beit-Hallahmi explique ce paradoxe : « On peut détester les juifs et aimer les Israéliens, parce que, quelque part, les Israéliens ne sont pas juifs. Les Israéliens sont des colons et des combattants, comme les Afrikaners. Ils sont durs et résistants. Ils savent comment dominer. » Contrairement, poursuit-il, à une vision des juifs que véhicule une certaine imagerie (et les antisémites) : « Le refus de s'affirmer par la force physique, une certaine passivité, un côté intellectuel. Ainsi, on peut détester les juifs tout en admirant les Israéliens (5). »

Une collaboration s'établit donc entre deux Etats que tout semble séparer. Moshe Sharett, ministre israélien des affaires étrangères, effectua sa première visite en Afrique du Sud en 1950. En novembre 1984, alors que les Nations unies avaient décidé de sanctions contre le régime de l'apartheid, le chef de la diplomatie sud-africaine, M. Roelof Frederik « Pik » Botha, était reçu en Israël — Itzhak Rabin était alors premier ministre. Le correspondant du Monde évoquait les « relations étroites entre les deux pays » et le fait qu'Israël soit le seul Etat du monde à entretenir des relations avec des bantoustans « fantoches », dont certains étaient même jumelés avec des colonies israéliennes en Cisjordanie (6).

Les liens entre les deux pays étaient, en premier lieu, solides sur le plan économique, sous la houlette de la Histadrout (le syndicat « socialiste » des travailleurs), qui contrôlait, dans les années 1970 et 1980, une partie importante de l'économie israélienne. A travers la société Hevrat Haovdim, elle disposait d'un quasi-monopole sur le commerce avec l'Afrique du Sud. Et les kibboutzim n'étaient pas en reste : celui de Lohamei Hagetaot (« combattants du ghetto »), fondé par des juifs originaires des pays de l'Est qui avaient combattu le nazisme, gérait l'usine chimique de Kama, dans le bantoustan du Kwazulu.

C'est dans le domaine militaire et sécuritaire que l'alliance entre les deux pays a revêtu une dimension stratégique. Israël a aidé l'Afrique du Sud à se doter de la bombe atomique (7). L'attaché militaire israélien à Pretoria était membre de l'état-major général (le seul autre attaché d'un tel rang était en poste à Washington). Des armes israéliennes étaient fabriquées sous licence en Afrique du Sud.

Les services de renseignement des deux pays collaboraient sans états d'âme au nom de la lutte contre le communisme et, déjà, contre le « terrorisme » — celui de l'ANC, de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), des mouvements de libération des colonies portugaises (Angola et Mozambique) ou de la South West Africa People's Organization (Swapo), qui menait le combat pour l'indépendance de la Namibie, occupée par l'Afrique du Sud. Le général de brigade « Rooi Rus » Swanepoel, le principal « interrogateur » dans l'affaire de Rivonia en 1964 — le procès de M. Nelson Mandela, qui aboutit à sa condamnation à la prison à vie —, le fondateur des brigades de contre-insurrection en Namibie, connu sous le nom de « boucher de Soweto » (il écrasa la révolte de ce township, en 1976, au prix de centaines de morts), était reçu régulièrement en Israël dans les années 1970. Et Uri Dan, journaliste et conseiller de M. Ariel Sharon, pouvait clamer son admiration pour l'armée sud-africaine (8).

Pour M. Kasrils, au-delà des différences évidentes entre les deux systèmes — Israël, par exemple, n'a pas besoin de la main-d'œuvre autochtone et a accordé le droit de vote à sa minorité arabe —, les convergences idéologiques sont criantes : « Les premiers colons néerlandais, ceux que l'on appelle les Afrikaners, ont utilisé la Bible et le fusil. Comme les Israélites de la Bible, ils prétendaient être le "peuple élu", avec une mission civilisatrice. »

Cette complicité ne souleva pas de critiques dans la communauté juive, qui, au contraire, ostracisait ceux de ses membres engagés dans l'ANC et le Parti communiste. M. Andrew Feinstein, un ancien député de l'ANC, dont une partie de la famille est morte dans les camps d'extermination nazis, a obtenu que le Parlement de la nouvelle Afrique du Sud consacre, en mai 2000, pour la première fois de son histoire, une session à l'Holocauste. Il explique que, comme la masse des Blancs, la majorité des quelque cent mille juifs sud-africains est restée muette durant l'apartheid, alors même qu'« il y a des parallèles évidents entre la politique menée à l'égard des juifs par les nazis entre 1933 et 1939 et celle qui fut imposée à la majorité des Sud-Africains durant l'apartheid (9) ». Il cite l'exemple de Percy Yutar, procureur général au procès de M. Mandela, qui réclama la peine de mort contre l'accusé. Yutar fut

ensuite élu à la tête de la plus importante synagogue orthodoxe de Johannesburg et loué par les dirigeants des institutions juives comme « un atout de la communauté ».

### **Complicité avec l'apartheid**

La collaboration entre Israël et le régime de l'apartheid a entraîné, après l'élection de M. Mandela à la présidence en 1994, une nette dégradation des relations entre les deux pays. Le nouveau gouvernement a suspendu la collaboration militaire — tout en honorant les contrats signés jusqu'à leur extinction, en 1998 — et s'est engagé fortement aux côtés de l'Autorité palestinienne et d'Arafat. Il maintiendra ces relations après l'éclatement de la seconde Intifada, en septembre 2000, en dépit des pressions exercées par des pays qui, des Etats-Unis à Israël, avaient été des complices de l'apartheid. M. Mandela dira du leader de l'OLP, après son décès en novembre 2004, qu'il avait été « l'un des combattants de la liberté les plus exceptionnels de sa génération ».

Même si, comme le reconnaît volontiers M. Aziz Pahad, ancien vice-ministre des affaires étrangères sud-africain chargé du Proche-Orient, on ne peut nier le poids de la realpolitik et la « contradiction entre le réalisme de la politique étrangère officielle et les positions de principe prises par l'ANC [soutien à la Palestine, à l'indépendance du Sahara occidental] ».

Cette realpolitik indignes les mouvements de solidarité avec la Palestine, comme en témoigne un document à charge intitulé — rien que cela — « La complicité de l'Afrique du Sud démocratique avec l'occupation israélienne, le colonialisme et l'apartheid (10) ». M. Na'eem Jeenah, directeur exécutif du centre Afrique - Proche-Orient (11) à Johannesburg, estime que l'ancien président Thabo Mbeki était « pour une forme de normalisation avec Israël. Le commerce entre les deux pays a d'ailleurs crû de 15 % à 20 % cette année, notamment dans le domaine de la sécurité des personnes et des biens. Des tentatives ont même été faites pour ranimer les relations militaires ». Quant à imposer des sanctions à Israël, il n'en est pas question, même si c'est M. Richard Goldstone, un juge sud-africain, qui préside la commission d'enquête des Nations unies sur les crimes commis à Gaza...

<http://www.monde-diplomatique.fr/2009/08/GRESH/17750>

## **LA BNP PLANTEE DANS LE DESERT**

Ils vont vous mettre le revolver sur la tempe pour votre découvert, mais là ils ne vous diront pas qu'ils vont pleurer sur 1,7 milliard de dollars prêtés aux dingues de Dubaï qui ont construit, entre autres, une piste de ski en plein désert, et un système de refroidissement du sable de la plage. Tiens, faites comme ces sheiks, dites à la BNP que vous avez décidé de mettre en sourdine le remboursement de votre prêt pendant 6 mois. Ils l'acceptent bien pour 1.700 millions de dollars à des gens qui n'ont même pas de compte courant chez eux, alors pourquoi pas à vous qui en avez un ? Autres plantés dans le désert, la HSBC pour 17 milliards, la Standard Chartered 7,8 etc. Des brouilles en somme puisque j'ai entendu un économiste sur RMC expliquer que ce n'était pas grave !!! Euh, que les rois du pétrole soient ruinés, je ne sais si c'est une vraie bonne nouvelle, mais pourquoi pas ? Tout est normal en ce moment :-)  
[Lire Alphaville.](#)

## **L'ARGENT-DETTE N'A PAS D'ODEUR!**

La haine d'Israel est certes intense dans le monde arabe, mais dès qu'il s'agit d'argent, de milliards pour être précis, là, on oublie aussitôt l'idée de rayer les juifs de la carte, témoin cette décision surréaliste des têtes pensantes de Dubaï. Figurez-vous que dans la catastrophe, les scheiks ont appelé la Banque Rothschild au secours, et cela pour qu'elle vende tout ce qui est vendable à Dubaï! !!! ??? ! C'est pas beau ça ? "Bankers from Rothschild have been appointed to help restructure Dubai World with a mandate to dispose of some of the stricken conglomerate's famous assets" ont titré Louise Armitstead et Richard Spencer, les envoyés du Telegraph à Dubaï. S'ils arrivent à s'entendre avec la banque Rothschild pour leurs dettes, pourquoi ne pas s'en servir aussi pour le problème palestinien. L'argent, c'est bien connu, n'a pas d'odeur. En tout cas, quand j'ai expliqué ici que l'affaire a été orchestrée par les Américains sur la fermeture de Wall Street, je ne pouvais pas imaginer que la Rothschild était déjà dans le coup! En effet, c'est elle qui gère avec un autre cabinet, Deloitte, les dettes de Dubaï!! Le monde est petit. [Lire le Telegraph](#) et ne s'étonner de rien, tout est possible en ce moment.

## LES IRANIENS CONFISQUENT LE PRIX NOBEL DE MME EDABI !

Le président Iranien devrait vraiment prendre un spécialiste de la communication parce que là, il y a un bug. Le Times de Londres révèle que le fisc iranien a saisi la médaille et le diplôme de Shirin Edabi, prix Nobel de la Paix 2003 pour sa défense de la démocratie et des droits de l'homme, sa Légion d'Honneur, etc. Son compte bancaire a aussi été saisi. Du jamais vu en 108 ans de prix. C'est clair, qu'une femme puisse avoir le Nobel en Iran est un vrai problème. C'est pas dans les moeurs. Ou alors les "Gardiens de la Révolution" ne savent sans doute pas lire. Pour se mettre l'opinion publique mondiale à dos, il n'y a pas mieux.

## Les dessous des négociations avec l'Iran

Les négociations entre les puissances occidentales et l'Iran sur le dossier nucléaire sont bloquées. Les espoirs nés des rencontres du mois d'octobre se sont estompés et laissent craindre une escalade d'autant plus dangereuse qu'elle se produit dans un Proche-Orient miné par les guerres et par l'impasse israélo-palestinienne. L'élection du président Barack Obama et les pourparlers entre Washington et Téhéran avaient pourtant créé un espoir de percée diplomatique.

Alors que les négociations entre Téhéran et les Occidentaux butaient depuis des mois sur la question de l'enrichissement de l'uranium — auquel l'Iran a droit selon le traité de non-prolifération nucléaire (TNP), mais que diverses résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) lui ont interdit —, l'idée d'une solution est venue de là où personne ne l'attendait. Il y a plus de quarante ans, les Etats-Unis avaient construit à Téhéran un réacteur nucléaire destiné à la recherche médicale. Après la révolution de 1979 et la rupture des relations diplomatiques avec Washington, l'Iran avait dû chercher ailleurs l'uranium enrichi à 20 % nécessaire à son fonctionnement. Grâce à un accord avec l'Argentine, signé en 1988, le pays s'était procuré vingt-trois kilos de ce combustible, quantité suffisante pour alimenter le réacteur jusqu'à la fin 2010.

L'approche de cette échéance a amené le ministre des affaires étrangères Manouchehr Mottaki à écrire en juin dernier à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour qu'elle aide son pays à se procurer le combustible nécessaire, ce qui était conforme aux spécifications du TNP, mais revenait à une levée des sanctions internationales contre le programme nucléaire iranien.

Dès qu'elle fut informée de cette lettre, l'administration du président Barack Obama s'en saisit pour tenter une nouvelle stratégie qui forcerait Téhéran à se défaire de son stock d'uranium faiblement enrichi, estimé alors à mille cinq cents kilos. Durant une visite à Moscou, au mois de juillet, M. Gary Samore, conseiller du président Obama sur le dossier iranien, avança une proposition qu'il avait déjà formulée dans un article écrit avec Bruce Riedel pour la Brookings Institution, en décembre 2008 : l'Iran enverrait en Russie l'essentiel de ses stocks d'uranium pour qu'ils y soient enrichis à 20 %, ce qui permettrait de freiner pendant au moins un an le programme nucléaire de Téhéran.

Menaces de bombardement

Parallèlement, et une semaine après avoir accepté de participer à une rencontre avec le (...)

Retrouvez la version intégrale de cet article dans Le Monde diplomatique actuellement en kiosques.

## "Code Pink", des roses sur Gaza

Des militants pacifistes organisent une marche mondiale vers la bande de Gaza. Première étape : l'Egypte de Moubarak. Pression diplomatique en perspective.

Un an après le déclenchement de l'offensive « Plomb durci », l'opération militaire conduite par Israël contre Gaza (1500 morts), c'est une troupe de toute autre nature, composée de militants pacifistes, qui entend envahir la petite bande de terre surpeuplée.

L'idée de ce blitz, de cette guerre de la paix, est née aux Etats-Unis il y a six mois. « Code Pink », c'est le nom de cette offensive de la tendresse, lancée essentiellement par des femmes américaines. L'origine de ce groupe politique remonte à Bikini, aux expériences atomiques. Comme le bikini est imaginé rose, voilà pour la teinte de prédilection de ces activistes coloriquement incorrectes. Après le Canada, l'Australie et le Japon sont montés en marche dans cette caravane vers Gaza.

Et la France, elle n'aime pas la paix ? Si, et, à un mois du départ, 300 compatriotes de Bernard Kouchner se sont inscrits pour cette invasion pas comme les autres. Pour une fois, plutôt que de se faire la gueule, quand le Comité pour une Paix Juste au Proche Orient a atteint le score de 250 partants pour la terre promise, toutes les organisations qui prêchent la paix, s'y sont collées.

Première étape, l'Egypte puisqu'il n'est pas question qu'Israël laisse passer ces drôles de paroissiens. Les fantassins à la branche d'olivier vont donc frapper, le 28 décembre, à la porte de Rafah, poste frontière entre le pays des pharaons et Gaza. Enigme ? Les Egyptiens vont-ils laisser passer ce petit millier de fous de la paix, avec au milieu un imam, un évêque et un représentant de la religion juive, un presque rabbin ?

Epine dans le pied pour un Moubarak qui aime peu les échardes. S'il bloque cette troupe étrangère il déclenche un bazar international à une époque où les médias ont peu de chose à se mettre sous leur dent molle. Pis, les citoyens d'Egypte, ceux qui partagent la lutte des Palestiniens, risquent de s'agiter bien trop, en dépit du couvercle, de plomb lui aussi, tenu sur la marmite par le maître du Caire. Et, s'il laisse filer, comment va réagir le grand ami israélien ? Ah, la diplomatie ? On comprend ici qu'il faut être neutre et subtil comme Kouchner pour en faire efficacement.

## UTOPISTES DEBOUTS

Les nouveaux envahisseurs de Gaza viendront armés. Dans leurs poches des choses dangereuses comme du fil pour le tissage puisque, depuis près de trois années de blocus, les Israéliens ne laissent plus entrer cette matière première qui fait pourtant peu de bombes mais de jolies robes et des tapis.

Dans les poches aussi, des médicaments, des vivres et quelques sous. Si les pacifistes passent, ils iront vivre dans des familles en attendant la grande marche de la paix, celle des Palestiniens et du reste du monde qui est prévue à Gaza City le 31 décembre.

Alors, l'année prochaine à Gaza, une opération de givrés qui gâchent de l'équivalent carbone ? Le vieux Gandhi n'a-t-il pas appris au monde qu'on peut faire la révolution en restant assis sur son derrière ? L'utopie a un avenir qui dure longtemps.

<http://www.bakchich.info/Code-Pink-des-roses-sur-Gaza,09388.html>

## La Russie vend 500.000 kalachnikov à un pays de Maghreb

La Russie a vendu à un pays de Maghreb 500.000 kalachnikov en version spéciale, AK-103-2, capables de tirer à trois régimes: un coup, une rafale et une rafale de trois coups, a annoncé mardi le directeur général adjoint de l'agence russe d'exportation d'armes Rosoboronexport Igor Sevastianov.

"Rosoboronexport a pu satisfaire cette demande spéciale d'un pays arabe, modifiant dans les délais les plus brefs le modèle classique de la kalachnikov. L'AK-103-2 est surtout utile lors des exercices de formation de jeunes recrues. Un soldat inexpérimenté, en appuyant la détente, peut faire partir tout le chargeur, alors qu'en régime rafale à trois coups il économise les munitions", a indiqué M.Sevastianov sans préciser quel pays a commandé ce lot important de fusils d'assaut.

Le directeur adjoint de Rosoboronexport a profité de l'occasion pour présenter ses félicitations à M.Kalachnikov, qui fête le 10 novembre son 90e anniversaire.

"Sans aucun doute, Mikhaïl Kalachnikov est le patriarche mondial des armes à feu. Il a apporté une contribution inestimable à la promotion des armes russes sur le marché mondial et son nom est aussi connu dans le monde que celui du premier cosmonaute louri Gagarine", a déclaré M.Sevastianov

<http://fr.rian.ru/defense/20091110/185478015.html>"Rosoboronexport a pu satisfaire cette demande spéciale d'un pays arabe, modifiant dans les délais les plus brefs le modèle classique de la kalachnikov. L'AK-103-2 est surtout utile lors des exercices de formation de jeunes recrues. Un soldat inexpérimenté, en appuyant la détente, peut faire partir tout le chargeur, alors qu'en régime rafale à trois coups il économise les munitions". Ma traduction: ces 500.000 fusils-mitrailleurs seront donnés à une armée constituée de jeunes qui seront mobilisés soudain et sans sommation et qui n'auront au bas mot que quelques jours d'entraînement :-)

## COMMENT BEN BERNANKE ET DUBAI ONT ETOUFFE L'EXPLOSION NUCLEAIRE

SACHEZ QUE LE CRASH A ETE EVITE, et voici pourquoi: le défaut de paiement dubaïote a été annoncé mercredi soir.

Les officiels savaient depuis longtemps qu'ils ne pourraient pas payer leurs échéances. Donc c'est ce mercredi qui a été choisi...

Pourquoi ? Le temps que l'info se propage, Francfort, Paris, Londres avaient fermé. De son côté Wall Street, lui, avait déjà passé tous ses ordres et se préparait dès midi à partir pour LE GRAND WEEK-END DE L'ANNEE car ce jeudi était celui de Thanksgiving, eh oui..., leur jour le plus sacré. CAPITO ?

L'important était de ne pas affoler les centaines de millions de petits porteurs américains. Donc, pendant qu'ils étaient en week end de famille, Tokyo, Shanghai, HK pouvaient se ramasser après dans la nuit, cela n'avait plus aucune importance puisque ce sont des nains. Que les banquiers de Paris, Londres et Francfort, informés le soir, aient mis une couche-culotte pour ne pas faire pipi au lit de peur, n'a pas grande importance non plus. Seul Wall Street compte, et il faut le sauver, peu importe comment.

LE TIMING DE L'INFORMATION a été parfaitement calculé et leur a donné 24 heures de plus pour trouver une solution, sachant que de toute manière l'information explosive a été amortie. C'est ce qu'avait fait Sarkozy avec l'aide d'Arnaud Lagardère: les Français n'ont pas eu le droit d'être informés du premier crash de Wall Street de 2008 grâce à une grève NMPP déclenchée en pleine semaine après une réunion à une heure du matin par les syndicats :-). Seul le journal gratuit de Vincent Bolloré (oui, oui, celui qui a prêté son bateau à Nicolas Sarkozy), DIRECT Poubelle, était disponible dans le métro, et le crash a été traité en 4 lignes dans une brève quelconque en pages intérieures).

**MAIS VOICI LE PLUS GENIAL, LISEZ BIEN:** jeudi, la bourse de Londres a plongé, et sa descente aux enfers a été stoppée net par une panne informatique... Mais si.

Encore plus drôle, remarque le Times, la société qui gère ce logiciel appartient à 21% à... devinez... allez... un petit effort... à Dubaï, bravo, cher lectrice et lecteur. Lire le Times de Londres.. NOTE: plusieurs traders m'ont fait part de pannes invraisemblables des logiciels qui gèrent les bourses européennes ces dernières semaines, merci à eux.

### Dubaï, entre la peur et l'opulence

Plongée dans Dubaï, mélange fascinant et terrifiant de capitalisme sauvage, d'absolutisme féodale et d'extravagance urbanistique. Par le journaliste américain Mike Davis, auteur de City of Quartz.

<http://mouvements.info/Dubai-entre-la-peur-et-l-opulence,32.html>

### Japon : La Journée Sans Achats

Lancée en 1992 au Canada par l'artiste Ted Dave, la Journée sans achat s'est répandue dans plus de 60 pays à travers le monde, Japon compris.

Dans le droit fil de la philosophie du mouvement, samedi prochain (28 novembre) les Japonais sont invités à s'abstenir de faire les magasins et à se pencher sur leurs habitudes de consommation irréfléchie.

<http://fr.globalvoicesonline.org/2009/11/27/24169/>

### QUAND LA CHINE DEMANDE AU PEUPLE D'ACHETER DE L'OR

Et ça, ça va faire très mal, car et nous, et nous et nous... Vous imaginez ?

Jeff Clark écrit que "le gouvernement a appelé sa population à acheter de l'or, chose jamais vue dans le monde moderne, mettre 5% de leurs économies dans les métaux précieux". Et ils ont commencé à faire la queue aux banques pour ramener les pièces et lingots chez eux.

La raison ? Pour Clark, "la Chine a sorti 9,070,000 d'onces d'or de ses mines, loin devant tous les autres pays, et sa prod augmente alors que partout ailleurs c'est en déclin". Et si la Chine voulait atteindre les 5% de ses réserves en or, eh bien elle devra acheter tout l'or du monde ou presque "afin de dépasser les US ... donc la Chine doit acheter sa propre production". CQFD.

Mais voyez la suite, et vous allez comprendre que l'or va monter encore: "*And long-term projections show the demographic trend won't slow down: The middle class in China is expected to increase by 70% by 2020. So over these next 10 years, more Chinese and more money will be coming into the precious-metals markets, all at a time when inflation is almost certain to be high, adding to gold and silver's appeal. Couple this with China's long-standing cultural affinity for gold and you have the makings for a potentially life-changing gold rush. **If I were a crime detective, I'd say China has the motive, means, and opportunity to push gold and gold stocks much higher***". Lire [Financial Sense](#).

### L'ODEUR DU YEN SUR TA PEAU...

Voilà, on y arrive, la planète entière se met à la planche à billets, témoin cette interrogation japonaise d'éventuellement lancer un "quantitative easing"... Le simple fait qu'ils en parlent n'est déjà pas très bon signe, on s'en doute, et c'est [ZeroHedge](#) qui a sorti l'affaire: "Japan's top government spokesman said he expects Prime Minister Yukio Hatoyama and Bank of Japan Gov. Masaaki Shirakawa to exchange opinions on the economy and to discuss the possibility of the central bank adopting a policy of quantitative easing, local media reported Monday".

Ils vont échanger leurs opinions... pour savoir s'ils baissent le yen aussi vite que le dollar POUR STOPPER le "carry trade", ces milliards de dollars à 0% placés au Japon à 2% et plus. ZeroHedge se demande "où est la frontière qui sépare la déflation et la démence ?".

Et lisez la suite: "Will Japan issue exclusively dollar denominated debt as this action does nothing to moderate the trade deficit as the world forgets what foreign trade is all about? And will the US return the favor and start raising 30 Year denominated in Yen?".

Ben oui, ILS SONT EN TRAIN DE DEVENIR FOUS !!! A côté, les gens de Dubaï sont des petits garnements...

### Le lobby israélien en appelle au Congrès US pour stopper le procès Ergenekon en Turquie

<http://www.voltairenet.org/article163015.html>